



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des Territoires**

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

**Arrêté n° 2026/DDT/SEPR/151
portant fixation de la procédure en matière de régulation
des populations de renards par les lieutenants de louveterie**

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.427-1, L.427-6 et R.427-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU le procès-verbal d'installation de Monsieur Pierre ORY en qualité de préfet de Seine-et-Marne en date du 26 septembre 2023 ;

VU le décret n° 2022-919 du 21 juin 2022 prolongeant la durée de validité de l'arrêté du 9 juillet 2019 modifié pris pour l'application de l'article R.427-6 du Code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts ;

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du Code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classées susceptibles d'occasionner des dégâts sur l'ensemble du territoire métropolitain ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2023 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du Code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024/DDT/SEPR/279 en date du 23 décembre 2024 pour la période 2025-2029, portant nomination des lieutenants de louveterie pour le département de Seine-et-Marne ;

VU le Schéma départemental de gestion cynégétique de Seine-et-Marne ;

VU l'avis favorable de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage réunie le 20 avril 2026 ;

VU la participation du public qui s'est déroulée du 29 avril au 20 mai 2026 inclus ;

CONSIDÉRANT les dégâts engendrés par l'espèce renard aux élevages avicoles de certaines communes du département de la Seine-et-Marne ainsi qu'aux particuliers ;

CONSIDÉRANT les efforts de réimplantation de petit gibier dans le département de Seine-et-Marne et notamment faisan, perdrix et lièvre ;

CONSIDÉRANT les nombreux secteurs sur lesquels œuvrent les Groupements d'Intérêt Cynégétique (GIC) Lièvre et Faisan ;

CONSIDÉRANT la nécessité de rechercher un équilibre qui permette aux renards de jouer leur rôle de prédateurs, notamment sur les petits rongeurs ;

CONSIDÉRANT la nécessité de maintenir des niveaux de population faibles de cette espèce en zone urbaine ;

CONSIDÉRANT la nécessité de préserver un équilibre des populations de la petite faune ;

CONSIDÉRANT l'importance et la dynamique des populations de renards dans le département de la Seine-et-Marne au regard des comptages et suivis réalisés dans le département ;

CONSIDÉRANT les risques pour la santé et la sécurité publiques ;

CONSIDÉRANT que l'article L.427-6 du Code de l'Environnement permet au préfet de mettre en œuvre des opérations de destruction de spécimens d'espèces non domestiques notamment dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ainsi que pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriétés, après avis de la fédération départementale des chasseurs et du directeur départemental des territoires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article 1 :

Conformément aux décrets et arrêtés sus-cités, des arrêtés préfectoraux permettant le tir, de jour comme de nuit, par les lieutenants de louveterie, pourront être pris dans le but de réguler les populations de renards.

Article 2 :

Ces arrêtés pourront être pris sur :

- les secteurs sur lesquels œuvrent les Groupements d'Intérêt Cynégétique (GIC) Lièvre et Faisan ;
- les communes sur lesquelles sont présents des élevages avicoles ainsi que les communes limitrophes.

Pour les secteurs mentionnés ci-dessus, une des conditions suivantes doit être respectée :

- dégâts (supérieurs à 10 volailles) aux élevages avicoles imputables aux renards ont été constatés ;
- communes des territoires des GIC où l'Indice Kilométrique d'Abondance (IKA) du renard est supérieur à 0,25 ;
- communes de l'agglomération centrale où l'indice nocturne d'abondance (INA) du renard est supérieur à 0,25.

Les arrêtés pourront être pris dans les périodes suivantes, dans le cas de dégâts aux élevages avicoles dû à la prédation du renard, ou lorsque l'INA ou l'IKA d'un secteur est au moins supérieur une fois à 0,25 au cours des trois dernières campagnes de comptage :

- du 14 juillet à l'ouverture générale de la chasse,
- du 1^{er} janvier au 31 mars

En cas de survenance de circonstances exceptionnelles, des arrêtés justifiant des interventions supplémentaires pourront être pris.

Article 3 :

La limite de prélèvement est fixée annuellement et pour chaque GIC, à la moyenne des maximums de prélèvements de renards des cinq dernières campagnes cynégétiques.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, le président de la fédération départementale des chasseurs, la cheffe du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux lieutenants de louveterie. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Melun, le 1^{er} juin 2026

Pierre ORY

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, devant le tribunal administratif de Melun, par courrier ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le préfet de Seine-et-Marne. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente.